

ou leur famille ont dû vivre, que l'imposition de la règle communiste en Pologne, en Hongrie, en Tchécoslovaquie ou en République démocratique allemande a effectivement supprimé les valeurs politiques, sociales et culturelles traditionnelles de ces nations. Si certains de ces gouvernements ont adopté des réformes positives, d'autres semblent fermés au concept de la "glasnost" et aux nouveaux courants de pensée.

Sur le plan militaire, en dépit des initiatives très bien reçues de M. Gorbatchev visant à réduire l'énorme machine militaire soviétique, l'Ouest fait encore face à des forces soviétiques considérables dont la capacité ne cesse de s'améliorer. Chaque année, l'Union soviétique consacre entre 15 et 20 % de son PNB à la défense.

C'est pourquoi, tant dans l'évaluation de nos politiques que dans la poursuite de nos intérêts, dont notre désir de paix et notre foi en la liberté, nous devons tenir compte des multiples visages de l'Union soviétique. De plus, nous ne devons pas perdre de vue notre situation géographique et notre histoire. Notre voisinage immédiat avec les deux superpuissances nous place dans la trajectoire directe et inéluctable de tout conflit d'envergure. Nous sommes à la fois le symbole et le défenseur des sociétés libres, au point que plus de 100 000 Canadiens ont, au cours de ce siècle, donné leur vie pour stopper les ambitions totalitaires en Europe. Nous ne devons jamais l'oublier. Dimanche dernier, à la Conférence de Paris sur les armes chimiques, j'ai commencé mon discours en rappelant que les Canadiens ont tragiquement été parmi les premiers à connaître les horribles souffrances et la mort semées par les attaques au gaz moutarde durant la Première Guerre mondiale.

La Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), dont le document de base est l'Acte final d'Helsinki de 1975, s'est révélée particulièrement propice aux efforts déployés par le Canada pour améliorer les relations Est-Ouest dans leur ensemble. Nous avons été actifs dans tous les aspects du processus de la CSCE - sécurité militaire, coopération économique, droits de la personne - car nous estimons que ces aspects sont interreliés lorsqu'il s'agit de promouvoir la sécurité et la stabilité Est-Ouest.

Le Canada a joué un rôle de chef de file à la réunion de suivi de la CSCE à Vienne qui a commencé en novembre 1986 et tire maintenant à sa fin. Nous avons fait notre part pour encourager certains pays à procéder à d'importantes améliorations pour respecter la déclaration